



Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois



Rapport financier semestriel
2013



Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 5.315.074 €
RCS Niort B.025.580.143

RAPPORT D'ACTIVITE	4
COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	11
ATTESTATION DES RESPONSABLES	23



Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

RAPPORT D'ACTIVITE

1.1 ROUGIER CONSOLIDE GROUPE

Dans une conjoncture économique mondiale morose, les activités du Groupe ont atteint un point bas durant le semestre résultant du cumul de facteurs ponctuels négatifs et des positions attentistes de nombreux opérateurs. Pour le premier semestre 2013, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 65,3 M€ en retrait de 11,4% par rapport au premier semestre 2012. Le 2^{ème} trimestre a cependant enregistré une amélioration de tendance avec un chiffre d'affaires de 34,6 M€, en baisse limitée à -5,2% par rapport au deuxième trimestre 2012.

La stratégie de diversification géographique et d'élargissement des gammes de produits certifiés a permis au Groupe de bénéficier des évolutions différenciées des marchés et de compenser la faiblesse de la demande sur les marchés européens. Elle s'est illustrée au 1^{er} semestre par la poursuite du développement des produits certifiés en Europe du Nord et en Amérique, ainsi que par la reprise de certains marchés du Bassin Méditerranéen. En Asie, la demande est restée bien orientée, en dépit des ralentissements dans le secteur de l'immobilier. La pénétration de nouveaux marchés et l'accroissement des ventes de produits de première transformation n'ont toutefois pas permis de compenser la réduction ponctuelle des expéditions de grumes vers la Chine au cours du premier trimestre.

Sur le marché français, dans le prolongement du quatrième trimestre 2012, la tendance a été plus particulièrement marquée avec un recul prononcé du secteur de la construction et des mises en chantier.

Rougier Afrique International : durant le semestre, les situations sont demeurées très contrastées selon les pays. Au Gabon, l'environnement opérationnel est resté difficile. Au Cameroun, il a été pénalisé par le retard dans la mise en vigueur de nouvelles procédures administratives, et au Congo par la modification de la logistique terrestre en raison de la situation politique en République Centrafricaine.

Importation et Distribution France : la contraction du secteur du bâtiment, a pesé lourdement sur l'activité qui a cependant enregistré un léger rebond au deuxième trimestre.

L'évolution des ventes par ligne produits s'inscrit dans la ligne stratégique du Groupe. Les ventes de produits transformés représentent plus de 78% du chiffre d'affaires du semestre et le mix produit évolue comme suit par rapport à 2012 :

Les ventes de grumes (21,5% du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2013) sont en diminution de 31,8% par rapport au 1^{er} semestre 2012 avec un retrait limité des ventes au 2^{ème} trimestre. Le rattrapage des décalages d'embarquement des grumes au Cameroun et la reprise des ventes locales au Gabon au 2^{ème} trimestre n'ont toutefois pas été suffisants pour combler le retard pris au 1^{er} trimestre.

Les ventes de sciages (56,9% du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2013) s'établissent à un niveau comparable au 1^{er} semestre 2012. Malgré la conjoncture, le 2^{ème} trimestre est resté solide avec une croissance séquentielle des ventes de 3,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Cette bonne tenue de l'activité est portée par la diversification de l'offre d'essences, l'élargissement des gammes de produits transformés et la dynamique de certains marchés.

Les ventes de contreplaqués (21,6% du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2013) sont en diminution de 10,6% par rapport au 1^{er} semestre 2012. Cette évolution traduit le point bas d'activité atteint dans un contexte marqué par le ralentissement de la demande, la concurrence des bois tempérés et les difficultés ponctuelles d'approvisionnement de l'outil industriel du Gabon en grumes de qualité.

Dans cet environnement complexe, la rentabilité du premier semestre 2013 a été fortement influencée par les dysfonctionnements dans l'organisation industrielle, logistique et commerciale en Afrique et par la baisse correspondante des volumes vendus.

Ainsi, Rougier enregistre une diminution de sa marge brute en valeur absolue de 6,7 millions d'euros traduisant l'évolution du mix produit, un mix essence moins favorable (niveau des livraisons de Sapelli en provenance du Congo), et la baisse du prix de vente des contreplaqués. Elle représente 62,8% du chiffre d'affaires contre 64,7% du chiffre d'affaires pour le premier semestre 2012, le niveau atteint ayant en outre été pénalisé par le niveau des embarquements en contreplaqué. Pour la division Importation Distribution en France, la contraction du marché du bâtiment et les positions attentistes de certains opérateurs pèsent sur les marges commerciales.

Les charges externes à 22,3 millions d'euros et 34,2% du chiffre d'affaires diminuent de 2,2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2012, soit de 9%, en relation principalement avec i) le niveau de chiffre d'affaires sur l'Asie, ii) la réduction temporaire des évacuations des productions à partir de Mokabi (Congo), et iii) les programmes de gestion rigoureuse des coûts. Au Gabon, le poste transport demeure cependant à un niveau élevé notamment en raison du recours accru à la sous-traitance et de dysfonctionnements dans la chaîne logistique.

En conséquence, la création de valeur ajoutée se contracte fortement pour s'établir sur le semestre à 18,7 millions d'euros et 28,7% du chiffre d'affaires contre 31,4% pour le premier semestre 2012, soit une baisse de 4,4 millions d'euros. Le taux de transformation directe du Groupe s'est établi sur la période à 76% de la production forestière (72% pour le 1er semestre 2012). Cependant, les investissements industriels ne produisent pas pleinement leur effet, en particulier au Gabon où les nécessaires changements dans l'organisation des activités et l'adaptation au nouveau modèle économique ont conduit à enregistrer des pertes importantes. Les gains de productivité attendus ne sont pas encore atteints. Ils devraient se consolider à partir du second semestre avec la mise à niveau des principaux outils industriels dans les trois pays et les plans sociaux en cours au Gabon. La masse salariale se stabilise sur le semestre à 14,4 millions d'euros, avec un effectif en fin de semestre à 3 207 personnes en augmentation de 1,5% par rapport au 1^{er} semestre 2012, principalement sur le Cameroun.

En synthèse, l'EBITDA à 0,4 million d'euros et 0,7% du chiffre d'affaires diminue de 3,7 millions d'euros sur la période.

Le résultat opérationnel courant du Groupe ressort à (4,4) millions d'euros, contre (0,1) million d'euros pour le premier semestre 2012, après prise en compte des amortissements et provisions pour 4,9 millions d'euros.

L'ampleur de la perte dégagée sur le Gabon durant le semestre et les difficultés structurelles ont conduit le Groupe à considérer qu'il y avait des indices de perte de valeur supplémentaire par rapport à ceux approchés au 31 décembre 2012, résultant de la difficulté majeure de transformation du modèle économique. La révision des tests de dépréciation des actifs de l'UGT Gabon a abouti à l'enregistrement d'une dépréciation complémentaire de 3,6 millions d'euros dans les comptes du semestre portant le résultat opérationnel à (8,1) millions d'euros contre (0,1) million d'euros pour le premier semestre 2012.

Le coût de l'endettement financier net du Groupe s'établit à 1,5 million d'euros et représente 2,3% du chiffre d'affaires consolidé contre 1,7% pour la période comparable de 2012. En valeur, le coût de l'endettement augmente de 249 milliers d'euros.

Au global, le résultat net s'établit à (10,2) M€ et tient compte de la mise en équivalence de la quote-part du résultat de Lignafica, joint-venture spécialisée dans le développement de forêts de plantations industrielles en Afrique avec le démarrage de l'activité de PFM (Gabon) en fin de semestre. En part du Groupe, le résultat net atteint (6,6) M€.

Structure financière et tableau des flux nets de trésorerie

STRUCTURE FINANCIERE

Dans le prolongement des résultats du semestre, les capitaux propres de l'ensemble consolidé s'élèvent au 30 juin 2013 à 59,8 millions d'euros en diminution de 9,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 et représentent 39,1% du total du bilan. Outre le résultat, l'évolution des fonds propres résulte de l'impact de la prise de participation minoritaire de la CDC Gabon dans la société PFM (Plantations Forestières de la Mvoum) et dans une moindre mesure de la variation de la juste valeur des instruments financiers directement reconnue en capitaux propres ; le résultat "global", au sens des IFRS, s'établissant en perte à 10,2 millions d'euros.

Malgré l'environnement difficile, l'augmentation de l'endettement net a été limitée à 3,0 millions d'euros. Au 30 juin 2013, il s'établit à 51,0 millions d'euros, en augmentation de 6% par rapport au 31 décembre 2012. Le ratio d'endettement financier net sur fonds propres totaux se dégrade, passant de 69,2% à la fin de l'exercice 2012 à 85,3% au 30 juin 2013. La maturité de la dette à moyen terme n'a pas évolué de manière significative sur le premier semestre. Elle devrait être allongée sur le second semestre avec la mise en place d'emprunts à moyen terme pour environ 1,5 million d'euros et des tirages sur ouverture de crédit à moyen terme mobilisable de l'ordre de 3 millions d'euros.

FLUX DE TRESORERIE

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt est négative à hauteur de 2,0 millions d'euros contre une capacité de 2,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2012.

Sous l'effet de la réduction des besoins en fonds de roulement d'exploitation, les flux nets de trésorerie générés par l'activité sont positifs à hauteur de 2,0 millions d'euros. L'ajustement des stocks dans la division Importation Distribution et la sollicitation des délais fournisseurs d'exploitation ont permis de contenir la nouvelle augmentation des crédits de TVA en attente de remboursement au Cameroun et au Congo et l'augmentation des stocks au Congo en liaison avec la situation en République Centrafricaine. Au global, les Besoins en Fonds de Roulement liés à l'activité diminuent de 2,6 millions d'euros durant le semestre avec les stocks en diminution de 0,9 million d'euros et les postes fournisseurs d'exploitation en augmentation de 2,4 millions d'euros. Le crédit client est maîtrisé et représente en moyenne sur le semestre 53 jours de chiffre d'affaires contre 54 jours en moyenne pour le premier semestre 2012.

Les flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent essentiellement à un décaissement de 3,5 millions d'euros au titre des investissements opérationnels directs. Le Groupe a limité son programme d'investissements avec des réalisations de 3,2 millions d'euros (contre 6,9 millions d'euros pour le premier semestre 2012) et ciblé les programmes ayant un retour rapide ou essentiel à l'amélioration de l'efficacité industrielle et forestière et notamment la fin du plan de modernisation de la scierie de Mbang et la modification de la scierie de Djoum au Cameroun, et l'amélioration de la ligne de sciages bois durs à Mévang au Gabon.

Après prise en compte des flux liés aux opérations de financement soit (4,5) millions d'euros dont un remboursement exceptionnel d'emprunt arrivé à échéance pour 1,5 million d'euros, la trésorerie se dégrade de 6,0 millions d'euros sur le semestre en ce compris les tirages sur les ouvertures de crédit mobilisables à moyen terme.

1.2 RESULTAT ET ACTIVITE DES BRANCHES OPERATIONNELLES

Importation et Distribution de Produits Bois & Dérivés

(SCIAGES ET DERIVES, PANNEAUX ET DERIVES)

La branche *Importation et Distribution en France* réalise un chiffre d'affaires sectoriel de 16,8 millions d'euros, en diminution de 14% par rapport au premier semestre 2012 dans un marché de plus en plus concurrentiel pour les produits tropicaux face aux produits issus de forêts tempérées ou aux produits de substitution. De plus, les conditions météorologiques défavorables du premier trimestre ont amplifié le recul de la demande. Le 2^{ème} trimestre 2013 a confirmé un début d'inflexion de tendance avec un recul mesuré des ventes par rapport au 2^{ème} trimestre 2012 (-6,7%).

Le volume de marge brute est en retrait de 0,5 million d'euros par rapport au niveau atteint pendant la période comparable de 2012 à 14,3 % du chiffre d'affaires sous l'effet de l'adaptation du prix/mix en particulier pour les contreplaqués. La maîtrise des coûts et des risques opérationnels a limité les effets de cette réduction et le résultat opérationnel courant ressort en perte de (0,1) million d'euros et (0,5)% du chiffre d'affaires.

Le coût de l'endettement net demeure à un niveau historiquement bas à 0,1% du chiffre d'affaires.

Au global, la branche enregistre un résultat en perte de (161) milliers d'euros, contre un résultat à l'équilibre pour le premier semestre 2012 ; le deuxième semestre 2012 ayant enregistré une perte de (752) milliers d'euros. L'amélioration des résultats a été progressive sur la période avec des résultats contrastés selon les sociétés dans une filière importation en pleine restructuration ouvrant de nouvelles perspectives. L'adaptation des stocks au niveau de l'activité permet de limiter les impacts de cette situation sur la génération des flux de trésorerie.

ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL : exploitation des forêts naturelles, transformation industrielle et commerce international

(GABON, CAMEROUN, CONGO, ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL)

La branche *Rougier Afrique International* réalise un chiffre d'affaires semestriel de 51,1 millions d'euros, en retrait de 9,6 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. L'activité offre une bonne résistance dans un contexte adverse marqué d'une part par les difficultés opérationnelles rencontrées au Gabon et d'autre part par la contraction de la demande sur les marchés matures combinée avec le ralentissement de la croissance dans certains pays émergents.

Au Cameroun, après les retards au 1^{er} trimestre lié à l'entrée en vigueur de nouvelles procédures administratives, le 2^{ème} trimestre a enregistré un net regain d'activité pour les grumes et les sciages. Au Congo, la modification de la logistique terrestre due à la situation politique en République Centrafricaine a limité les expéditions. Au Gabon, les ventes du 2^{ème} trimestre se sont redressées après un 1^{er} trimestre affecté par un moindre niveau de production forestière.

La rentabilité du premier semestre 2013 a été fortement influencée par les dysfonctionnements dans l'organisation industrielle, logistique et commerciale en Afrique et par la baisse correspondante des volumes vendus.

Au Gabon, les nécessaires changements dans l'organisation des activités et l'adaptation du modèle économique ont conduit à enregistrer des pertes importantes. Au Cameroun et au Congo, les contraintes rencontrées n'ont pesé que temporairement et de façon limitée sur la performance opérationnelle des filiales.

Dans ce contexte, la marge brute se stabilise en valeur relative au niveau atteint au cours du second semestre 2012 à 75% du chiffre d'affaires avec un mix essences/produits moins favorable et des prix moyens de vente en légère augmentation sur la période par rapport au premier semestre 2012. En volume, elle diminue de 6 millions d'euros. L'EBITDA (résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et aux provisions) est lourdement impacté par les difficultés rencontrées au Gabon. Il s'établit à 0,5 million d'euros et 1,0% du chiffre d'affaires contre 3,9 millions d'euros et de l'ordre de 7% du chiffre d'affaires pour le premier et le deuxième semestre 2012. Il résulte avant tout des coûts de transformation trop élevés et des dysfonctionnements dans la logistique au Gabon mais également de la baisse des prix moyens de vente du contreplaqué sur l'ensemble des marchés. Dans ce pays, outre l'usine de contreplaqués d'Owendo, la production des unités industrielles est inférieure au niveau nominal notamment à la scierie de Mévang et dans une moindre mesure à Mbouma en raison de contreperformances dans la gestion industrielle. Quant au Cameroun et au Congo, les résultats ont été temporairement affectés par des retards mais les performances forestières et industrielles se solidifient.

Après prise en compte des amortissements et provisions pour 4,7 millions d'euros (dont 0,6 millions d'euros de provisions sur stocks), le résultat opérationnel courant ressort en perte de (4,2) millions d'euros contre un résultat à l'équilibre pour la période comparable de 2012.

Ce résultat est alourdi par les dépréciations d'actifs enregistrées sur le Gabon pour 3,6 millions d'euros suite à la révision de l'impairment test enregistré dans les comptes de l'exercice 2012. En conséquence, le résultat opérationnel s'établit en perte à (7,8) millions d'euros.

Le coût de l'endettement net augmente à 1,6 million d'euros en raison du niveau de l'endettement net durant le semestre en liaison avec le niveau BFR (niveau des stocks et délai de remboursement des crédits de TVA continuant de peser sur la trésorerie d'exploitation).

Le résultat net de la branche qui intègre une charge d'impôt pour 0,3 million d'euros s'établit en perte à (9,8) millions d'euros.

Au global, les quatre secteurs qui constituent la branche Rougier Afrique International ont connu des situations contrastées, appréciées eu égard à leurs résultats avant neutralisation de l'impact des opérations inter secteurs :

- Le Cameroun a confirmé les résultats réalisés en 2012, conforté par le maintien de l'exportation de grumes et le niveau des résultats industriels de l'unité de sciages de Mbang cependant impactés par le niveau de la demande pour les produits de seconde transformation et la mise en service de la ligne de triage durant le semestre. Le résultat opérationnel s'établit en profit de 0,3 million d'euros contre un résultat opérationnel de 0,6 million d'euros sur le premier semestre 2012 ;
- Le Congo bénéficie de la bonne tenue du marché du Sapelli à travers le monde en particulier sur le marché américain conforté par des résultats industriels conformes aux attentes. Il enregistre un résultat opérationnel de 0,3 million d'euros sur le semestre (0,7 million d'euros pour le premier semestre 2012), en raison des retards dans les embarquements liés à la situation en République Centrafricaine dont les effets seront résorbés sur le second semestre ;
- Au Gabon, la restructuration des activités combinée à la situation du marché européen du contreplaqué exotique d'entrée de gamme et aux défaillances logistiques pèsent lourdement sur les résultats. L'EBITDA devient négatif sur le semestre. Après prise en compte des amortissements et provisions, le résultat opérationnel courant s'établit en perte de (4,9) millions d'euros contre une perte de (1,9) million d'euros pour le premier semestre 2012. Ce

résultat est de plus alourdi par la dépréciation réversible de 3,6 millions d'euros sur la valeur des actifs, portant le résultat opérationnel à (8,7) millions d'euros ;

- La filiale de commerce international enregistre un résultat opérationnel de 0,2 million d'euros porté par sa dynamique commerciale, mais impacté par le niveau d'activité.

1.3 PERSPECTIVES

La conjoncture ne devrait pas s'améliorer au cours du deuxième semestre, même si le point bas a été atteint sur la première partie de l'année. Dans un contexte d'amélioration des performances au Cameroun et au Congo, Rougier privilégie à court terme le recentrage de ses activités au Gabon : arbitrage d'actifs, développement du chiffre d'affaires local et maîtrise de l'exécution. Ce plan de redressement s'accompagne en 2013 de mesures d'économie amplifiées engagées au cours du deuxième trimestre de l'année 2013: ajustement des effectifs au Gabon, optimisation de la logistique, baisse des coûts de structure et limitation des investissements.

Parallèlement, Rougier diversifie ses activités. Cette stratégie se traduit par le développement d'une activité de négoce international de bois tropicaux africains et le démarrage effectif des activités de la filiale en JV, Lignafrica, qui commercialise désormais au Gabon des grumes issues de plantations forestières d'okoumé et qui a signé cet été en Côte d'Ivoire un accord technique pour l'attribution de surfaces plantées ou à planter.

Rougier entend améliorer le profil de ses activités en donnant la priorité aux segments les plus rentables et à plus fort potentiel de développement.

Toutes ces actions doivent permettre de renforcer le positionnement du Groupe dans un contexte de mutation de la filière bois.

1.4 INCERTITUDES ET RISQUES

L'appréciation des risques faisant référence à l'information précédemment publiée dans le rapport financier annuel 2012 est inchangée. Elle doit être appréciée au regard de l'évolution du contexte macro-économique mondial et des incertitudes liées à l'évolution des devises de certains pays émergents.

Le risque de contrepartie lié aux comptes clients est limité du fait du nombre de clients composant le portefeuille et de leur dispersion géographique. Aucune contrepartie ne représente plus de 5% du chiffre d'affaires.

Le Groupe est exposé dans une partie de ses activités commerciales aux risques pouvant résulter de la variation des cours de change notamment du dollar. Afin de réduire son exposition aux risques, le Groupe couvre de manière systématique ses ventes en devises. Conformément à ces principes, le Groupe ne couvre ses ventes futures que lorsque les flux sont certains. La marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt, la gestion des flux de paiement et la gestion de trésorerie l'exposent à des risques de contrepartie que le Groupe minimise en ne traitant qu'avec des banques de premier plan ou, lorsqu'il s'agit d'opérations internationales, en ne traitant qu'avec des banques dont la contrepartie a été acceptée par les banques avec lesquelles le Groupe traite habituellement en France.

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES DU SEMESTRE

Aucun événement significatif risquant de modifier les états financiers semestriels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2013 et la date du 19 septembre 2013 à laquelle s'est tenu le Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes.



Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

**COMPTES CONSOLIDÉS
SEMESTRIELS**

au 30 juin 2013

(comptes non soumis à examen limité)

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} Semestre 2013	1 ^{er} Semestre 2012 *	Annuel 2012 *
CHIFFRE D'AFFAIRES	65 267	73 691	142 557
Autres produits de l'activité	80	291	403
Achats consommés	(24 658)	(27 445)	(48 548)
Charges de personnel	(14 420)	(14 244)	(29 019)
Charges externes	(22 307)	(24 547)	(49 252)
Impôts et taxes	(4 152)	(4 854)	(9 457)
Dotations aux amortissements	(4 208)	(4 097)	(8 172)
Dotations aux provisions	(653)	(165)	(397)
Variation des stocks de produits en cours et finis	401	1 433	615
Autres produits et charges d'exploitation	235	(104)	632
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(4 415)	(41)	(638)
Autres produits et charges opérationnels non courants (1)	(3 663)	6	(756)
RESULTAT OPERATIONNEL	(8 078)	(35)	(1 394)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	62	204	325
Coût de l'endettement financier brut	(1 585)	(1 478)	(2 987)
Coût de l'endettement financier net	(1 523)	(1 274)	(2 662)
Autres produits et charges financiers nets	(144)	(122)	(289)
(Charge) / Produit d'impôt	(361)	(290)	(831)
Quote-part de résultat des mises en équivalence	(88)	(15)	(41)
RESULTAT NET	(10 194)	(1 736)	(5 217)
attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère	(6 597)	(1 097)	(3 551)
• aux participations ne donnant pas le contrôle	(3 597)	(639)	(1 666)
RESULTAT NET PAR ACTION			
attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros) :			
- par action de base	-6,39 €	-0,84 €	-2,96 €
- par action dilué	-6,38 €	-0,83 €	-2,94 €

* Retraité des effets de l'application de la norme IAS19 révisée relative aux Avantages accordés au personnel (cf. NOTE 2 et 5).

(1) Y compris variation de la dépréciation des actifs suite à l'impairment test (cf. NOTE 4).

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} Semestre 2013	1 ^{er} Semestre 2012 *	Annuel 2012 *
RESULTAT NET	(10 194)	(1 736)	(5 217)
Différence de conversion	(7)	3	1
Variation de juste valeur des instruments financiers	(54)	129	118
Effet d'impôt	18	(43)	(39)
Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, transférables en compte de résultat	(43)	89	80
Avantages accordés au personnel (écarts actuariels)	-	-	(361)
Effet d'impôt	-	-	127
Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, non transférables en compte de résultat	-	-	(234)
RESULTAT GLOBAL	(10 237)	(1 647)	(5 371)
attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère	(6 621)	(1 047)	(3 714)
• aux participations ne donnant pas le contrôle	(3 616)	(600)	(1 657)

* Retraité des effets de l'application de la norme IAS19 révisée relative aux Avantages accordés au personnel (cf. NOTE 2 et 5).

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Immobilisations incorporelles (2)	7 347	11 054
Immobilisations corporelles	46 830	47 880
Immeubles de placement	1 618	1 647
Titres mis en équivalence	623	43
Actifs financiers non courants	440	462
Impôts différés actifs	4 773	4 672
Autres actifs non courants	489	563
ACTIFS NON COURANTS	62 120	66 321
Stocks	44 739	45 639
Clients et comptes rattachés	20 594	20 802
Créances d'impôts courants	1 282	1 160
Autres actifs courants	18 032	15 798
Instruments dérivés actifs	17	186
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	6 159	9 937
ACTIFS COURANTS	90 823	93 522
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
TOTAL ACTIF	152 943	159 843

(1) La **trésorerie nette des concours bancaires courants**, négative, s'élève à (29.454) milliers d'euros au 30 juin 2013, contre (23.467) milliers d'euros au 31 décembre 2012, soit une variation de (5.987) milliers d'euros sur le premier semestre 2013 (voir analyse de la variation dans le **TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES**).

(2) Y compris variation de la dépréciation des actifs suite à l'impairment test (cf. **NOTE 4**).

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Capital	5 315	5 315
Primes	2 681	2 681
Actions propres	(303)	(386)
Réévaluation des instruments financiers	10	29
Ecart de conversion	64	69
Autres réserves	1 827	1 827
Résultats accumulés non distribués	35 860	41 959
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	45 454	51 494
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	14 354	17 970
CAPITAUX PROPRES *	59 808	69 464
Impôts différés passifs	1 141	1 098
Provisions pour risques et charges – part à plus d'un an	2 374	2 229
Emprunts et autres dettes financières non courantes (1)	15 901	17 392
Autres passifs non courants	424	367
PASSIFS NON COURANTS	19 840	21 086
Provisions pour risques et charges – part à moins d'un an	0	0
Concours bancaires et autres dettes financières courantes (1)	41 299	40 617
Fournisseurs et comptes rattachés	21 565	19 160
Dettes d'impôts courants	80	7
Autres passifs courants	10 332	9 508
Instruments dérivés passifs	19	1
PASSIFS COURANTS	73 295	69 293
Passifs directement associés à des actifs non courants destinés à être cédés	0	0
TOTAL PASSIF	152 943	159 843

* L'application de la norme IAS19 révisée relative aux Avantages accordés au personnel est sans impact au niveau des capitaux propres (cf. NOTE 2 et 5).

(1) L'endettement financier net s'élève à 51.041 milliers d'euros au 30 juin 2013, contre 48.072 milliers d'euros au 31 décembre 2012. Le ratio d'endettement (en % du total des capitaux propres) est de 85,3% au 30 juin 2013, contre 69,2% au 31 décembre 2012.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Nombre d'actions hors autocontrôle (1)	Capital	Primes	Neutralisation de l'autocontrôle (1)	Réévaluation des instruments financiers (2)	Autres réserves, conversion et résultats accumulés	TOTAL Part attribuable aux propriétaires de la société mère	Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Au 1^{er} janvier 2012	1 317 375	7 098	2 681	(1 839)	3	61 000	68 943	19 977	88 920
Dividendes distribués						(1 316)	(1 316)	(350)	(1 666)
Paiements fondés sur des actions						14	14	-	14
Variation des actions propres				(48)		46	(2)	-	(2)
Impôts différés (3)						(20)	(20)	-	(20)
RESULTAT GLOBAL du 1^{er} Semestre 2012					48	(1 095)	(1 047)	(600)	(1 647)
Au 30 juin 2012	1 317 383	7 098	2 681	(1 887)	51	58 629	66 572	19 027	85 599
Dividendes distribués						-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions						13	13	-	13
Variation des actions propres et coût lié à l'OPRA (4)		(1 783)		1 501		(12 144)	(12 426)	-	(12 426)
Impôts différés (3)						2	2	-	2
RESULTAT GLOBAL du 2^{ème} Semestre 2012					(22)	(2 645)	(2 667)	(1 057)	(3 724)
Au 31 décembre 2012	1 032 827	5 315	2 681	(386)	29	43 855	51 494	17 970	69 464
Dividendes distribués						-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions						12	12	-	12
Variation des actions propres				83		(80)	3	-	3
Impôts différés (3)						22	22	-	22
Impact des diminutions de % d'intérêt sans perte de contrôle (5)						544	544	-	544
RESULTAT GLOBAL du 1^{er} Semestre 2013					(19)	(6 602)	(6 621)	(3 616)	(10 237)
Au 30 juin 2013	1 033 782	5 315	2 681	(303)	10	37 751	45 454	14 354	59 808

(1) Le **taux d'autocontrôle** est de 1,16% au 30 juin 2013 (contre 1,25% au 31 décembre 2012 et 5,68% au 30 juin 2012).

(2) Part « recyclable » des réserves liées aux variations de juste valeur des instruments de couverture.

(3) Effet d'impôt rattaché à la variation de valorisation des paiements fondés sur des actions et aux résultats dégagés sur actions propres.

(4) Correspond essentiellement à l'impact de l'OPRA (suivie d'une réduction de capital par annulation des actions acquises).

(5) Correspond à l'impact de la prise de participation de 15% de la CDC du Gabon dans la société PFM (mise en équivalence) (cf. NOTE 3).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} Semestre 2013	1 ^{er} Semestre 2012 *	Annuel 2012 *
RESULTAT NET	(10 194)	(1 736)	(5 217)
- Résultat des mises en équivalence	88	15	41
- Dotation aux amortissements	4 208	4 097	8 172
- Dotation / (Reprise) relative aux provisions (1)	3 720	84	913
- Plus ou moins-values de cession et variations de juste valeur	127	(55)	(86)
- Autres charges / (produits) sans incidence sur la trésorerie	-	-	4
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT après coût de l'endettement financier net et impôt	(2 051)	2 405	3 827
- Coût de l'endettement financier net	1 523	1 274	2 662
- Charge / (Produit) d'impôt	361	290	831
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de l'endettement financier net et impôt	(167)	3 969	7 320
Impôts payés	(418)	(1 058)	(1 644)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	2 596	(944)	(646)
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE	2 011	1 967	5 030
Investissements corporels et incorporels décaissés (2)	(3 492)	(7 052)	(10 724)
Investissements financiers décaissés	(162)	-	(180)
Effets des variations de périmètre	-	(104)	(104)
Produits encaissés sur cessions d'immobilisations	93	7	44
Produits encaissés sur cessions de titres	-	229	229
Variation des autres immobilisations financières et divers	22	(34)	(28)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(3 539)	(6 954)	(10 763)
Augmentation de capital	-	-	-
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	-	(1 316)	(1 316)
Nouveaux emprunts contractés	762	768	6 532
Remboursements d'emprunts	(3 756)	(1 618)	(5 434)
Intérêts financiers nets versés	(1 547)	(1 286)	(2 690)
Diminution / (Augmentation) des actions propres	83	(48)	(12 457)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(4 458)	(3 500)	(15 365)
Effet des variations de change sur la trésorerie	(1)	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(5 987)	(8 487)	(21 098)
➤ Position à l'ouverture	(23 467)	(2 369)	(2 369)
➤ Position à la clôture	(29 454)	(10 856)	(23 467)

* Retraité des effets de l'application de la norme IAS19 révisée relative aux Avantages accordés au personnel (cf. NOTE 2 et 5).

(1) A l'exclusion de celles relatives à l'actif circulant. Y compris dépréciation des actifs suite à l'impairment test (cf. NOTE 4).

(2) Les **acquisitions de la période**, hors incidence des décalages de décaissement, s'élèvent à 3.203 milliers d'euros au 1^{er} Semestre 2013 (contre 6.902 au 1^{er} Semestre 2012 et 10.908 à l'Annuel 2012).

INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES

Les secteurs opérationnels présentés dans la segmentation appliquée par Rougier sont des subdivisions des deux grandes activités du Groupe, complétées des activités propres aux holdings et des activités liées au développement des forêts de plantations industrielles (Lignafica), qui restent non significatives à ce jour. Cette présentation, conforme à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, est sans changement rapport à celle retenue l’an dernier.

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, transformation industrielle et commerce international				Importation et distribution France		Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Commerce International	Sciages et dérivés	Panneaux et dérivés			
1^{er} SEMESTRE 2013									
Chiffre d'affaires niveau secteur	18 447	17 584	7 626	45 230	9 706	7 093	1 884	(42 303)	65 267
- Opérations inter-secteurs	(14 207)	(17 509)	(7 626)	(797)	(490)	(30)	(1 644)	42 303	-
Chiffre d'affaires niveau Groupe	4 240	75	0	44 433	9 216	7 063	240	-	65 267
Résultat opérationnel	(8 687)	346	302	153	(186)	100	(106)	0	(8 078)
dont impairment test (cf. NOTE 4)	(3 575)								(3 575)

1^{er} SEMESTRE 2012

Chiffre d'affaires niveau secteur	16 860	18 670	12 280	51 070	11 610	7 939	2 375	(47 113)	73 691
- Opérations inter-secteurs	(12 720)	(18 628)	(12 280)	(569)	(751)	(28)	(2 137)	47 113	-
Chiffre d'affaires niveau Groupe	4 140	42	0	50 501	10 859	7 911	238	-	73 691
Résultat opérationnel *	(1 846)	649	707	347	196	(124)	(109)	145	(35)
dont impairment test									0

ANNUEL 2012

Chiffre d'affaires niveau secteur	38 138	38 591	21 782	102 689	17 877	14 074	4 085	(94 679)	142 557
- Opérations inter-secteurs	(28 862)	(38 033)	(21 782)	(1 567)	(992)	(92)	(3 351)	94 679	-
Chiffre d'affaires niveau Groupe	9 276	558	0	101 122	16 885	13 982	734	-	142 557
Résultat opérationnel *	(6 712)	2 763	2 163	1 076	(280)	(339)	(236)	171	(1 394)
dont impairment test	(1 480)		600						(880)

* Retraité des effets de l'application de la norme IAS19 révisée relative aux Avantages accordés au personnel (cf. NOTE 2 et 5).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 - GENERALITES

ROUGIER S.A., société mère du Groupe, est une société anonyme à Conseil d'Administration.

Le siège social est domicilié au 155, avenue de La Rochelle à Niort (79). La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro B 025.580.143. L'action Rougier est cotée sur Alternext (système multilatéral de négociation) de NYSE-Euronext Paris ; son code ISIN est FR0000037640 et son code mnémonique est ALRGR.

Suite au transfert de cotation vers Alternext en août 2012, en application du cadre légal et réglementaire de ce marché présentant des obligations allégées en termes d'information, les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin du Groupe Rougier ne sont plus audités depuis l'an dernier. Rougier continue à établir ses comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

Le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 et a donné son autorisation à leur publication le 19 septembre 2013.

NOTE 2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux appliqués et déclaration de conformité :

En application du règlement européen n°1606 / 2002 adopté le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe ROUGIER ont été préparés en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés du premier semestre de l'année 2013, portant sur la période de 6 mois close au 30 juin 2013, ont été établis, comme l'an dernier, conformément aux dispositions de la norme IAS34 – *Information financière intermédiaire*. La présentation résumée adoptée pour les états financiers intermédiaires, avec une sélection des notes explicatives, signifie que l'intégralité des informations requises pour un jeu complet des états financiers annuels n'est pas reprise, ce qui implique une lecture de ces états financiers conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2012.

Evolutions des normes, amendements et interprétations :

Les nouvelles normes, révisions ou amendements de normes, ou les interprétations IFRIC adoptés au niveau européen et d'application obligatoire au 1er janvier 2013, qui ont eu des incidences pour le Groupe sont :

- *Amendements de la norme IAS19 relative aux engagements en matière d'avantages au personnel (retraites et avantages assimilés) :*

Les amendements de la norme entraînent notamment la reconnaissance immédiate des écarts actuariels en capitaux propres, par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation retenu pour valoriser les engagements liés (et non selon le taux de rendement des actifs attendu sur le marché).

Compte tenu de la méthode de comptabilisation retenue jusqu'alors par le Groupe, qui consistait déjà à enregistrer l'intégralité de l'engagement dans ses comptes consolidés, après déduction de la juste valeur des fonds investis, et toute variation de la provision constituée en charges ou produits de l'exercice, les impacts d'application de la norme sont assez réduits en valeur absolue et conformes à l'annonce qui en avaient été faite dans l'annexe aux comptes consolidés de l'année 2012 (cf. Note 2 – *Règles et méthodes comptables du Rapport annuel 2012*).

Un tableau résumé de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités figure ci-après en Note 5. Si l'impact sur les capitaux propres et le résultat global est nul, et l'impact sur le résultat net assez peu significatif, en revanche les impacts sont plus importants au niveau des soldes intermédiaires du compte de résultat, en raison à la fois d'effets de base et du choix opéré par le Groupe de positionner dorénavant la charge d'intérêt de la dette actuarielle en coût financier conformément à la possibilité offerte par la norme (contre précédemment un positionnement en coût opérationnel courant).

Les comptes consolidés semestriels et annuels 2012, présentés en référence des comptes semestriels 2013, ont été retraités des impacts de l'application rétrospective de ces amendements de la norme IAS19.

- *Amendements de la norme IAS1 relative à la présentation des gains et pertes enregistrées en capitaux propres :*

La nouvelle présentation requise par l'amendement de la norme, distinguant dans la présentation du passage du résultat net au résultat global les opérations qui sont ou non transférables en compte de résultat dans le futur, a été appliquée par le Groupe (cf. *Etat du résultat global consolidé*).

Les autres nouvelles normes, révisions ou amendements de normes, ou les interprétations IFRIC adoptés au niveau européen et d'application obligatoire au 1er janvier 2013, ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés au 30 juin 2013 ; il s'agit de :

- IFRS13 – Evaluation de la juste valeur (informations à fournir en notes annexes)
- IFRS7 (amendements) – Instruments financiers : Informations à fournir (compensation des actifs et des passifs financiers)
- IAS12 (amendements) – Impôts sur le résultat (Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents)
- IFRIC 20 – Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert
- Améliorations annuelles (cycle 2009-2011)

En outre, le Groupe n'a pas opté pour une application par anticipation des normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2013.

Les autres méthodes comptables, ainsi que les modalités de calcul, adoptées dans les états financiers au 30 juin 2013 sont identiques à celles qui ont été utilisées dans les états financiers de référence au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2012.

Particularités propres aux états financiers intermédiaires :

Les méthodes comptables, ainsi que les modalités de calcul, adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles qui ont été utilisées dans les derniers états financiers annuels publiés, à l'exception :

- des avantages au personnel, dont la charge de la période -sauf événement particulier- correspond à la moitié de la charge annuelle estimée pour l'exercice par l'actuaire du Groupe sur la base de données et hypothèses actuarielles identiques à celles retenues au 31 décembre de l'année précédente ;
- des tests de valeur (impairment test) des actifs corporels et incorporels qui ne sont pas réalisés de manière systématique au premier semestre, sauf évolution défavorable des hypothèses ou des conditions économiques qui pourrait amener une modification significative et durable des estimations retenues dans les tests de valeur effectués lors du dernier arrêté annuel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34 - *Informations financières intermédiaires*, les produits perçus et charges encourues de façon inégale durant l'exercice ne sont ni anticipés ni différés pour l'établissement des comptes semestriels s'ils ne peuvent l'être dans les mêmes conditions pour la clôture annuelle.

Le chiffre d'affaires n'est pas soumis à un effet de saisonnalité significatif ; en revanche, les conditions d'exploitation forestière en Afrique peuvent varier d'un semestre à l'autre et influencer ainsi la formation du résultat opérationnel courant.

Estimations et jugements :

Le recours à des estimations et au jugement lors de l'établissement des comptes intermédiaires résumés est identique à celui pratiqué lors de l'établissement des comptes annuels, qui est décrit dans la Note 2.1 de l'Annexe aux comptes consolidés annuels de l'exercice 2012.

NOTE 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La seule modification du périmètre de consolidation pendant le 1^{er} semestre de l'année 2013 concerne la société gabonaise PFM - Plantations Forestières de la Mvoum, détenue par Lignafrika (société en partenariat à 50% entre le Groupe Rougier et la société FRM) et mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe Rougier depuis les comptes annuels au 31 décembre 2012.

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte de PFM du 12 avril 2013, le capital social a été augmenté par voie d'émission d'actions nouvelles réservée à la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon (CDC), lui donnant accès à 15% du capital de la société PFM, conformément aux dispositions de l'accord cadre en date du 15 juillet 2011. Les capitaux propres de la société PFM ont ainsi été augmentés de 950 millions de FCFA (prime d'émission incluse), soit de 1.448 milliers d'euros.

A l'issue de cette opération, le taux de détention de Lignafrika dans PFM est passé de 100% à 85%. Le taux d'intérêt ultime du Groupe Rougier est de 42,5% au 30 juin 2013, contre 50% au 31 décembre 2012. L'impact global de cette dilution est positif de 544 milliers d'euros sur la valeur des titres mis en équivalence à l'actif du bilan et sur les capitaux propres consolidés part du Groupe.

NOTE 4 - IMPAIRMENT TEST

Des décalages enregistrés dans les opérations de recentrage des activités au Gabon et la mise en œuvre de mesures d'économie amplifiées en 2013 en accompagnement du plan de redressement en cours, en regard des pertes importantes enregistrées au premier semestre, ont conduit le Groupe à actualiser les tests de dépréciation des actifs de l'UGT Gabon qui avaient été entrepris au 31 décembre 2012 et avaient abouti à l'enregistrement d'une dépréciation à hauteur de 1,5 million d'euros portant intégralement sur des actifs incorporels du domaine forestier.

Sur la base d'hypothèses-clés de calcul similaires, mais d'une révision des projections de chiffre d'affaires, de rentabilité et d'investissement prenant en compte le décalage du retournement de tendance, les tests réalisés ont conduit à constater une perte de valeur complémentaire sur l'UGT Gabon de 3,6 millions d'euros. Au 30 juin 2013, la dépréciation totale enregistrée –intégralement réversible- s'élève ainsi à 5,1 millions d'euros, portant uniquement sur des actifs incorporels du domaine forestier.

NOTE 5 - TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX IMPACTS DE L'APPLICATION DE LA NORME IAS19 REVISEE (AVANTAGES ACCORDES AU PERSONNEL)

Application rétrospective sur les comptes annuels 2012 :

<i>En milliers d'euros</i>	Publié	Retraité	Impact
Compte de résultat :			
Résultat opérationnel courant	(1 129)	(638)	491
Résultat opérationnel	(1 885)	(1 394)	491
Autres produits et charges financiers nets	(159)	(289)	(130)
Impôts	(704)	(831)	(127)
Résultat net	(5 451)	(5 217)	234
. attribuable aux propriétaires de la société mère	(3 740)	(3 551)	189
. attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 711)	(1 666)	45
Résultat global	(5 371)	(5 371)	0
Capitaux propres	69 464	69 464	0

Application rétrospective sur les comptes semestriels 2012 :

<i>En milliers d'euros</i>	Publié	Retraité	Impact
Compte de résultat :			
Résultat opérationnel courant	(119)	(41)	78
Résultat opérationnel	(113)	(35)	78
Autres produits et charges financiers nets	(44)	(122)	(78)
Impôts	(290)	(290)	0
Résultat net	(1 736)	(1 736)	0
. attribuable aux propriétaires de la société mère	(1 097)	(1 097)	0
. attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(639)	(639)	0
Résultat global	(1 647)	(1 647)	0
Capitaux propres	85 599	85 599	0

NOTE 6 - POINT D'AVANCEMENT SUR LA RECHERCHE D'UN ACCORD DE PARTENARIAT OU DE CESSIION POUR LE SITE DE PRODUCTION ET LES ACTIVITES DU HAUT OGOOUE AU GABON

Aucun programme actif pour trouver un partenaire ou un acheteur n'a été lancé avant la clôture des comptes intermédiaires au 30 juin 2013, ni dans la période comprise entre cette date de clôture et la date du 19 septembre 2013 à laquelle s'est tenu le Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes.

La réallocation de certains des actifs du Gabon avec pour objectif de rétablir la rentabilité de ce secteur à court terme, décidée par le Conseil d'Administration de Rougier du 27 mars 2013, reste néanmoins à l'ordre du jour, notamment par la recherche d'un accord de partenariat ou de cession pour le site de production et les activités du Haut Ogooué. De premières prises de contact ont ainsi été établies dans ce sens.

NOTE 7 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif risquant de modifier les états financiers annuels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2013 et la date du 19 septembre 2013 à laquelle s'est tenu le Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes.

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

ARTICLE 222-4 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF

Responsables du Rapport Financier Semestriel :

Monsieur Francis ROUGIER, Directeur Général de ROUGIER S.A.

Madame Marie-Yvonne CHARLEMAGNE, Directeur Financier,

Attestation :

Nous attestons, qu'à notre connaissance, les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 19 septembre 2013

Francis ROUGIER
Directeur Général

Marie-Yvonne CHARLEMAGNE
Directeur Financier



Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

Société Anonyme
à Conseil d'Administration
au Capital de 5.315.074 €

Siège social :
155, avenue de La Rochelle
B.P. 8826, 79028 NIORT CEDEX 09

RCS NIORT B 025.580.143